



FRANCE

L'Elysée veut répondre au mal-être d'une partie de la jeunesse

Lors de sa prochaine allocution, M. Macron adressera un message aux jeunes qui se rassemblent contre le racisme et les violences policières

Jusqu'ici silencieux sur le mouvement de protestation contre les violences policières et le racisme, Emmanuel Macron devrait s'exprimer sur le sujet dimanche 14 juin, lors de son allocution. L'occasion d'apparaître en père de la nation, alors que les manifestations se multiplient et que certains craignent des débordements lors du rassemblement qui doit se tenir samedi 13 juin, à Paris, à l'appel de la famille d'Adama Traoré. «*Le président va montrer qu'il est le président de tous les Français, qu'il considère et protège tous les enfants de la République*», estime un proche soutien.

Au sein de l'exécutif, on ne cache plus la crainte de voir se lever un vent de révolte au sein de la jeunesse. Si les Etats-Unis ne sont pas la France, l'affaire George Floyd sert de vecteur au mal-être de la partie la plus jeune de la population, estime-t-on à l'Elysée.

«*On a fait vivre à la jeunesse quelque chose de terrible à travers le confinement : on a interrompu leurs études, ils ont des angoisses sur leurs examens, leurs diplômes et leur entrée dans l'emploi. Il est normal qu'ils trouvent dans la lutte contre le racisme un idéal, un universalisme*», répète M. Macron à ses interlocuteurs. Pour le chef de l'Etat, le confinement a été pénalisant avant tout pour les jeunes, alors qu'il a d'abord été décidé pour protéger les plus âgés, davantage exposés au coronavirus. Un paradoxe qui, si l'on n'y prend garde, pourrait déboucher sur un «*conflit de générations*», craint Emmanuel Macron.

La maxime du dentifrice

Le président partage les analyses de ceux qui estiment que la génération de Mai 68 est responsable d'un certain nombre de maux du pays mais aussi du monde, notamment en matière d'écologie. «*Il ne faut pas perdre la jeunesse*», résume-t-on au sommet de l'Etat, où l'on répète à l'envi la maxime du dentifrice, qui veut qu'une fois les lycéens ou les étudiants sortis dans la rue, il est difficile de les faire rentrer chez eux.

Le risque est d'autant plus grand pour la République que la menace sécessionniste est réelle au sein du pays, affirme-t-on au sein de l'exécutif. Pour le chef de l'Etat, l'affaire George Floyd entre en résonance avec un passé colonial non encore digéré. «*La guerre d'Algérie reste un impensé*», aime répéter le locataire de l'Elysée, qui a tenté à plusieurs reprises de faire évoluer les mentalités sur ce sujet mais dit se heurter à l'absence d'interlocuteurs. «*Il y a tout un travail à faire avec les historiens, mais cela prend du temps*», explique-t-on au cabinet présidentiel.

De la même façon, le chef de l'Etat tient des propos très durs contre une partie des élites qui se trompe de combat en raisonnant sur le plan des communautés. «*Le monde universitaire a été coupable. Il a encouragé l'ethnisation de la question sociale en pensant que c'était un bon filon. Or, le débouché ne peut être que sécessionniste. Cela revient à casser la République en deux*», estime en privé le chef de l'Etat, qui souligne notamment les ambivalences des discours racisés ou sur l'intersec-

tionnalité. Pas question de déboulonner les statues au nom de la lutte contre le racisme, comme certains le réclament pour celle de Colbert à l'Assemblée nationale. «*Effacer les traces ne traite pas le traumatisme*», rappelle-t-il. En revanche, il faut amplifier la

lutte contre les discriminations, notamment à l'embauche.

Quelle réponse le chef de l'Etat peut-il apporter sur les violences policières ? Emmanuel Macron dit ne pas craindre une «*FNisation*» de la police. «*Ce sont des citoyens comme les autres*», répète-t-il. Il se dit prêt à faire évoluer les techniques d'interpellation, comme le ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, a commencé à le faire en interdisant l'étranglement. De même, il milite pour la multiplication des caméras-piétons portées par les policiers. «*Il faut aller vers davantage de transparence, on n'est pas encore allés au bout*», dit-on au sommet de l'Etat. ■

F. F. ET C. PI.